Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Un rendez-vous plus grand et plus ambitieux pour les maires de Vaucluse



Pour la nouvelle édition de son assemblée générale, l'AMV (Association des maires de Vaucluse) quitte Monteux pour rallier Avignon. Un changement qui va permettre de doubler le nombre d'exposants ainsi que d'ouvrir davantage l'événement aux collaborateurs des élus lors de ce 'Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024' qui se tiendra jeudi 14 novembre au parc des expositions.

« Au fil des ans, nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus de personnes qui venaient à notre assemblée générale et au salon qui était proposé en parallèle, explique Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Il y a d'abord eu les maires, puis des adjoints, des conseillers municipaux, des responsables de services administratifs et techniques des communes… C'est devenu un rendez-vous d'importance très attendu, qui constitue également désormais une base d'animation de nos équipes. »

> « C'est la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat

« Cela permet aux maires et aux élus de pouvoir échanger, complète Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP (Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence). Car en fin de compte, c'est plutôt rare que nous ayons des moments comme cela. Des moments où nous pouvons partager des choses avec les élus et se poser afin de discuter entre nous. Nous nous voyons à l'intérieur des intercommunalité, mais rencontrer les élus de l'autre bout du département, que l'on croise parfois une fois par an, et voir les choses qu'ils peuvent faire. C'est vraiment la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

Un format plus grand et plus ambitieux

Une volonté de voir plus grand rendue possible par AP Média, l'agence d'événementiel héraultaise, qui a en charge l'organisation de cette journée des maires de Vaucluse depuis 2022.

« L'année dernière, nous avons a constaté combien nous étions désormais trop à l'étroit dans la salle des fêtes du château d'eau à Monteux, confirme le président de l'AMV. AP Média nous a alors proposé de rejoindre le parc des expositions à Avignon, puisque nous sommes sur un format bien plus grand et plus ambitieux. »

Il faut dire qu'AP Média ne pars pas dans l'inconnue. La structure organise déjà 18 salons de ce type, de Perpignan à Nice (dont ceux du Gard et des Bouches-du-Rhône) et jusqu'en Alsace. Et pour l'organisation de ce 'Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse', c'est un local qui est à la manœuvre : le pontétien Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média. « C'est vrai que pour moi qui habite ici, ce salon c'est un aboutissement », reconnait ce dernier.

Par ailleurs, en 2016, à l'initiative du président du Grand Avignon d'alors, Jean-Marc Roubaud, AP média avait déjà investi le parc des expos de la cité des papes avec une manifestation équivalente qui avait rencontré un vrai succès avant de s'arrêter deux ans plus tard. Maintenant que l'organisateur et l'AMV sont au diapason, l'objectif est donc de gérer une crise de croissance.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



De gauche à droite : Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols et Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média.

> « Il y a un véritable engouement pour ce salon. »
>
> *Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média*

« Il y a un véritable engouement pour ce salon, assure Thierry Robin. Nous sommes passés de 40 exposants l'an dernier à quasiment 80 cette année et malgré cela nous avons refusé une vingtaine de sociétés » (voir liste des exposants en fin d'article).
Côté pratique, le déménagement au parc des expositions va faciliter le stationnement pour les visiteurs et les exposants. Ces derniers pourront aussi installer leur emplacement la veille.
« C'est vrai que pour nous, le parc c'est plus facile. Cela devrait nous permettre de franchir un pas », reconnaît l'organisateur.
« Il faut conserver l'état d'esprit que nous avions à Monteux, rajoute pour sa part le président de l'AMV.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

C’est-à-dire que ce n’est pas une foire où on va courtiser l’élu. On est dans une logique de partenaire avec des échanges de qualité. »
« Il faut ce lien de convivialité, confirme Thierry Robin. C’est pour cela que nous avons aussi essayé de favoriser au maximum les exposants locaux. »
Au final, après les 700 participants de l’an dernier, cette édition 2024 ‘Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse’ espère attirer un millier de visiteurs.

> « On jongle en permanence avec nos budgets. »
>
> *Pierre Gonzalvez, président de l’AMV*

L’occasion de parler des problématiques des maires
Cette assemblée générale et ce salon, où s’exprimeront notamment Véronique Pouzadoux, la secrétaire général adjoint de l’AMF (Association des maires de France), Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Renaud Muselier, le président de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur et Thierry Suquet, préfet de Vaucluse, seront aussi l’occasion d’évoquer les problématiques actuelles des maires du département.
« D’année en année, la vision est de plus en plus restreinte et les perspectives ne sont pas faciles à imaginer, regrette Pierre Gonzalvez. On jongle en permanence avec nos budgets, c’est-à-dire que nous sommes aux limites de notre capacité, que ce soit en termes de fonctionnement, qu’en termes d’investissement. »
Et entre désengagement de l’État et déficits inconditionnels du pays, les maires ont de plus en plus de mal à se projeter dans l’avenir même s’ils ont conscience « que le pays ne peut pas continuer comme ça ».

Le programme du salon

 8h15 : Ouverture du salon au public, café d’accueil offert servi sur les stands. 9h – 12h30 : Assemblée Générale de l’AMV 84, en salle à l’étage.

 9h – Mot d’accueil de Cécile Helle, maire d’Avignon.

 9h15 – Présentation par les représentants de l’AMV 84 : rapport d’activités par Christian Gros, secrétaire général, puis rapport financier par Gilles Vève, trésorier. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Approbation des comptes de l’exercice clos le 30 septembre 2024 et affectation du résultat. Vote du budget 2025. Vote du taux de cotisation 2025. 9h45 du rapport moral par Pierre Gonzalvez, président.

 10h Intervention de Véronique Pouzadoux, secrétaire général adjoint de l’AMF (Association des maires de France).

 10h15 Intervention de Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

 10h30 Intervention de Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

 10h45 Intervention de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse.

 Questions diverses.

 12h30 : Inauguration du salon.

 12h45 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.

 13h30 : Signature de convention entre Enedis et la FBTP Vaucluse sur le stand.

 14h30 – 15h30 : 'Comment conduire des politiques publiques tout en appréhendant le risque ?' par le SNDGCT Vaucluse avec l'intervention de Maître Samuel Dyens, avocat au Barreau de Nîmes.

> « Nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »
>
> *Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols*

« Nous, on va alerter sur le fait que freiner sur les collectivités, cela aura tout un effet en cascade, poursuit le président de l'AMV. Cet effet, il faut le mesurer afin d'évaluer si la décision ne va pas amener plus d'éléments négatifs que l'économie réalisée. Parce qu'on va avoir un impact pour toutes les entreprises de travaux publics dont 60 à 70% de la commande est effectuée par les collectivités territoriales. »
« Et comme nous avons plein de points d'interrogation, c'est de plus en plus compliqué de préparer un budget », explique Julien Merle , maire de Sérignan-du-Comtat. La solution : l'étalement en réalisant en 3 ans ce que vous aviez prévu de faire en 2 ans. Et parfois, il faut arbitrer en renonçant à certains projets.
« Il y a aussi le temps de l'administration qui peut paraître long pour nos concitoyens, constate Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols. Mais nous aussi, nous attendons même si on essaye d'accélérer les choses. On doit accepter de passer par des phases. Donc, forcément, nous n'avons pas toujours la même vision. Alors il faut être pédagogue pour pouvoir expliquer aux personnes et aux usagers qu'on a bien pris en compte leurs attentes même si cela ne va pas assez vite pour eux. C'est là où nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »

Laurent Garcia

'Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024'. Jeudi 14 novembre. 8h15 à 15h30. Parc des expositions. Avignon. Entrée libre sur inscription. Parking gratuit à proximité. www.salondesmaires-vaucluse.fr

La liste par ordre alphabétique des 78 exposants de l'édition du salon de l'association des Maires de Vaucluse 2024

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

– 4M PROVENCE ROUTE

– ACTION LOGEMENT SERVICES
– AGENCE D'URBANISME RHONE AVIGNON VAUCLUSE
– AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE VAUCLUSE INGENIERIE
– AGILIS
– AGIRC-ARRCO, RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES SALARIES
– ANGELOTTI AMENAGEMENT
– GROUPE ANGELOTTI
– APY MEDITERRANEE AGENCE QUALI-CITÉ
– ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE AMV 84
– AVIGNON UNIVERSITÉ

– BANQUE DES TERRITOIRES
– BLACHERE ILLUMINATION
– BORIES ENVIRONNEMENT MOBILIERS ET MATERIELS URBAIN
– BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES
– BOUYGUES TELECOM

– CDG FPT 84
– CFP84 CUISINIE FROID PROFESSIONNEL 84
– CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE
– CHAMBRE DE METIERS ET ARTISANAT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
– CITEOS AVIGNON VINCI ENERGIES
– CNAS L'ACTION SOCIALE
– COLAS
– COMMUNES FORESTIERES DE VAUCLUSE
– COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE-CNR
– CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE COLLECTIVITES PUBLIQUES DE PROXIMITÉ
– CREDIT MUTUEL

– EDF
– ENEDIS
– EUROVIA, ROBERT TP

– FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE
– FEDERATION BTP84

– GENDARMERIE NATIONALE
– GEOMETRES-EXPERTS DE VAUCLUSE
– GHM-ECLATEC Eclairage AGORA mobilier urbain
– GRDF
– GROUPAMA MEDITERRANEE

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

– GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE
– GROUPE ISOTEC INVEST ISOLEA/ISOLIS

– HERVE THERMIQUE

– IDVERDE
– INEO EQUANS
– IPSUMEDIA – SOLUTION DE COMMUNICATION DIGITALE
– ITELIA TELECOM

– KOMPAN

– LA POSTE
– LEASE PROTECT France
– LUMIERES DE FRANCE

– MA COM'UNE
– MIDITRACAGE
– MINERIS
– MNT, MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, MUTUALITE FRANCAISE SUD

– NEOTRAVAUX, NEOSOLAR

– ORANGE
– OVERACT EUROPE

– PANNEAUPOCKET
– PIETO
– POLICE NATIONALE VAUCLUSE
– PREFECTURE DE VAUCLUSE, SERVICES DE L'ETAT EN VAUCLUSE

– RAMBIER AMENAGEMENT GROUPE IMMOBILIER
– REGION SUD
– RLB INDUSTRIE

– SDIS 84
– SIGNATURE MEDITERRANEE
– SNEF CONNECT
– SOBECA
– SOLIHA VAUCLUSE
– SOLS PROVENCE-GROUPE SOLS
– SUDCO MOBILIER URBAIN
– SUEZ
– SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN

Ecrit par le 12 novembre 2026

– FONDS CHALEUR / PV / IRVE

– TOTALENERGIES BIOGAZ France

– UNICEM SUD PACA CORSE Carrières et matériaux

– VALOREM
– VAUCLUSE NUMERIQUE AXIONE
– VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITÉ (VPA)
– VEOLIA EAU
– VOYAGES ARNAUD

Piratages des collectivités : à qui le tour ?

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Le groupe Veolia et l'AMV (Association des maires de Vaucluse) ont organisé une table-ronde sur le thème : 'Cybersécurité et eau : collectivités, services publics, entreprises… Tous concernés'. Cette matinale, qui s'est tenue à l'Isle-sur-la-Sorgue, a été notamment l'occasion de rappeler les enjeux majeurs liés à la cybersécurité et de donner les clés pour pouvoir faire face à cette menace qui ciblent de plus en plus des collectivités de plus en plus en première ligne.

« Toutes les organisations, quelles que soient leurs tailles et leurs domaines d'activité sont potentiellement concernées par les menaces de cyberattaques, expliquait Olivier Campos, directeur Veolia eau Provence-Alpes en préambule de cette 4e matinale climat organisé dans la Région Sud. Il est désormais essentiel pour les entreprises et les collectivités, dans le domaine de l'eau notamment, de prendre la pleine mesure cyber et se protéger. Ces rendez-vous, à destination des acteurs de premières lignes ont pour objectifs de favoriser les échanges, les interrogations, les retours d'expériences entre les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

différents experts qui interviennent sur le sujet mais également avec les élus et les représentants des collectivités présents. »

> « Les cyberattaquants s'en prennent à ceux qui sont le moins bien protégés. »
>
> *Célia Nowak, déléguée régionale Paca de l'ANSSI*

Données compromises pour 1 français sur 2

Après un mot d'accueil de Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, sur la nécessité pour les collectivités de se prémunir contre les cyberattaques et leurs conséquences, les six intervenants ont dressé un état des lieux complet de la menace.

A une période où selon la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) 1 français sur 2 a vu ses données personnelles compromises à la suite d'attaque et où plus de 2 500 actions de suspension de sites illicites utilisés pour de vastes campagnes d'hameçonnage ont été réalisées contre le cybersquattage de noms de domaines des collectivités, Célia Nowak, déléguée régionale Paca à la sécurité numérique pour l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a rappelé la réglementation actuelle ainsi que les techniques des cyberpirates. Des méthodes que l'on pourrait assimiler à « une logique de la pêche au chalut » afin de ratisser le plus large possible pour s'attaquer aux plus 'faibles', c'est-à-dire ceux qui sont le moins bien protégés. Avec un souci de rentabilité, en jouant sur la masse des attaques, qui a pour conséquence qu'il n'est nul besoin d'être une cible directe pour en être la victime.

> « On n'est jamais assez préparé »,
>
> *Jérôme Poggi, Responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille*

Le coût de la cybercriminalité explose en France

Epée de Damoclès 2.0 ?

Un risque permanent, sorte de d'épée de Damoclès 2.0, que confirme le commandant Nidhal Ben Aloui, conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, chef de la section cyber et anticipation cyber de la division régionale des réserves : « Au niveau financier le ransomware est le plus rentable. La France a versé 888 M€ de rançon en 2022. »

Dans tous les cas, le commandant de gendarmerie assure qu'il est impératif de prévenir les autorités, que ce soit pour mieux se défendre ou tenter d'identifier les attaquants pour les mettre hors d'état de nuire

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

ou limiter les effets. « Il est très important de réagir vite », explique le militaire.

> « Il faut pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé. »
>
> *Franck Galland, directeur général d'Environmental Emergency & Security Services*

Une rapidité de réaction que confirme Jérôme Poggi, RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) à la ville de Marseille dont les services ont été victime d'une cyberattaque le 14 mars 2020 à 7h31.
Après avoir témoigné de la difficulté de se remettre de telles attaques, plusieurs mois, il a insisté sur les conséquences parfois inattendues qu'elles pouvaient avoir sur la bonne marche de la collectivité (gestion des cimetières, Etat-civil, impact humain, sentiment de remise en cause…). « On n'est jamais assez préparé », prévient-il.
« Il faut effectivement prendre en compte le temps long d'une telle crise et donc anticiper pour pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé », estime pour sa part Franck Galland, directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, expert en sécurité des infrastructures hydrauliques.
C'est avec cette volonté d'anticipation, qu'en vue des JO de Paris, cet expert de la sûreté dans le domaine de l'eau a participé à un exercice de crise d'une attaque cyber dans une station d'épuration Veolia en Île-de-France.

> « Nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients. »
>
> *Meriem Riadi, directrice des systèmes d'information Veolia Eau France*

Sécuriser l'approvisionnement en eau
Chez Veolia, cette prévention de la menace passe notamment par un accompagnement des collectivités partenaires.
« Tout d'abord, nous mettons en place une forte sensibilisation aux aspects humains, insiste Meriem Riadi, directrice des systèmes d'information Veolia Eau France. Ensuite nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients, car ouvrir des portes et créer des interconnexions a des conséquences. On protège aussi les systèmes informatiques dans l'usine via des antivirus. Il faut aussi détecter les incidents qui peuvent arriver et enfin, se préparer opérationnellement en ayant des sauvegardes, être capable de les restaurer, mener des exercices de crise… »

> « Cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Olivier Campos, directeur Veolia eau Provence-Alpes

« Les services d'eau et d'assainissement étant vitaux pour notre société, ils sont également vulnérables aux menaces cybernétiques, ce qui rend la cybersécurité d'une importance capitale pour Veolia, rappelle Olivier Campos, le directeur Provence-Alpes. Les systèmes de contrôle industriel utilisés pour gérer les infrastructures d'eau et d'assainissement sont de plus en plus connectés à internet pour des raisons d'efficacité et de commodité. Cependant, cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. Une attaque réussie pourrait perturber l'approvisionnement en eau ou l'assainissement, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la santé publique et l'environnement. Le sujet est également sensible car Veolia gère une grande quantité de données sensibles sur ses clients. »

> « Il ne viendrait jamais à l'idée pour un élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable. »
>
> *Léo Gonzales, PDG de Devensys cybersécurité*

Quelles sont les solutions et que faire en cas d'attaque ?

« Il faut responsabiliser et sensibiliser les dirigeants ou les élus aux risques cyber pour qu'ils prennent leurs responsabilités, mettent les moyens humains, techniques et financiers en face du risque, précise Léo Gonzales, PDG de Devensys cybersécurité à Montpellier. C'est exactement ce qu'il se passe pour le risque juridique, ou encore avec le risque sûreté (normes ERP pour les bâtiments, sécurité incendie, etc.) Il ne viendrait jamais à l'idée pour un dirigeant ou élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable (consuel, pompiers, etc.). Idem avec le contrôle technique et l'entretien des voitures, ou les équipements de sécurité préventive (airbag, radar avec freinage auto, etc.). Pourtant, c'est comme la cyber… on investit pour 'rien' au départ. Mais ne pas prévoir à la conception les buses d'extinction incendie dans un hôtel, ou les portes coupe-feu, cela couterait extrêmement cher de le rajouter après. »

Des diagnostics gratuits existent rappellent Célia Nowak pour l'ANSSI ainsi que le commandant Nidhal Ben Aloui pour la gendarmerie.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Les intervenants (de gauche à droite) : Meriem Riadi, directrice des systèmes d'information Veolia Eau France, Jérôme Poggi, responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille, Léo Gonzales, PDG de Devensys cybersécurité, Franck Galland, directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, commandant Nidhal Ben Aloui, conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, Célia Nowak, déléguée régionale Paca de l'ANSSI, Pierre Gonzalvez, maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, ainsi que Olivier Campos, directeur Veolia eau Provence-Alpes.

« Nous disposons de guides et d'outils mis à disposition des collectivités dans les domaines de la prévention, de la détection et de la réaction », complète la déléguée régionale de l'ANSSI qui peut s'appuyer sur le CSIRT (Computer security incident response team) de Paca qui traitent les demandes d'assistance des acteurs de taille intermédiaire (PME, ETI, collectivités territoriales et associations).
Même offre complémentaire pour les gendarmes : « nous proposons des supports d'informations lors des situations de crise ainsi que les listes de contacts en cas d'urgence. Nous avons aussi formé des référents dans les brigades de la Région Sud afin d'apporter des réponses adaptées en fonction des profils des personnes qui nous sollicitent. »

> « La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

S'adapter en permanence aux nouveaux défis

S'il est nécessaire de dresser un diagnostic de sa vulnérabilité face aux cyberattaques ainsi que de savoir comment réagir « une poignée d'actions 'défensives' constituent déjà la clef pour limiter drastiquement les risques (sauvegardes, cloisonnement, antivirus), résume Léo Gonzales de Devensys cybersécurité. Les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

attaquants innovent en permanence et il faut s'adapter en face. Il y a forcément une certaine latence dans la réponse, et un coût financier et humain. L'objectif étant de rendre l'attaque plus complexe, plus longue, plus chère. »
De faire en quelques sorte, que le cyberpirate passe son chemin pour, qu'à l'image d'un cambrioleur qui évite une maison avec un chien ou une alarme, il s'oriente vers un 'voisin' moins protégé.
« On doit aussi penser à des systèmes de détection, pour le cas où cela devient trop tard, afin que les 'voleurs' sachent que la 'police' arrive très rapidement, et qu'ils n'aient pas le temps de faire trop de dégâts », poursuit Leo Gonzales.

> « Il ne faut pas rester seul. »
>
> *Commandant Nidhal Ben Aloui, conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca,*

Au final, l'ensemble des intervenants s'accordent sur un point : « La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »
C'est pour cela qu'à l'image de la Ville de Marseille et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information, la collectivité phocéenne est sur le qui-vive. : « Nous pratiquons des exercices en permanence, confie Jérôme Poggi. On teste les sauvegardes, on teste les procédures, on teste la réactivité des équipes, on teste encore et encore pour faire face à toutes les éventualités. »
Cependant, si les solutions peuvent apparaître uniquement techniques, il ne faut pas négliger l'impact humain. « Il ne faut pas rester seul. Il faut savoir s'entourer, insiste le commandant Nidhal Ben Aloui. Surtout si parfois à tort, on pense être bien préparé à une attaque. »
Et le gendarme, comme plusieurs intervenants, d'évoquer les conséquences humaines (dépression, burnout et même suicide) de certaines de ces attaques pour les dirigeants, élus ou chefs de service qui s'en sentent responsables.

Réglementations sur la protection des données & cybersécurité

L'Association des maires de Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

organise ses ateliers de mi-mandat



Le jeudi 22 févier aura lieu une journée d'ateliers pédagogiques à destination des maires du département à la Salle du Château d'Eau de Monteux. Un évènement qui réunira l'ensemble des maires membres de l'Association des Maires de Vaucluse (AMV) qui organise cet évènement en collaboration avec Mairie 2000 et les élus du département.

Dans son objectif d'accompagner et de développer la coopération intercommunale, l'association, présidée par Pierre Gonzalvez, maire de L'Isle-sur-la-Sorgue, organise ces ateliers afin de faire un point global sur les actions municipales des différents élus locaux et rappeler l'importance de préparer l'avenir de leur territoire.

La journée, qui s'ouvrira par un accueil des élus par le président de l'AMV, sera centrée sur des ateliers concrets sur les sujets de la remobilisation des équipes municipales, du financement de la transition écologique, du tri dans l'espace public, de la lutte contre les déchets abandonnés et de l'analyse financière. Des thématiques qui sont au centre des enjeux de demain pour le département de Vaucluse. Ces sessions d'ateliers sont également l'occasion de créer des échanges et des rencontres entre les élus et les partenaires publics et privés qui s'engagent sur le territoire. Parmi eux, on retrouve notamment La Poste, Orange, la MNT.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Mairie 2000, service d'assistance financière et technique qui co-organise cette manifestation, en profitera pour démontrer le savoir-faire de ses adhérents. L'AMV, quant à elle, réaffirme à travers cet évènement sa volonté de tenir son rôle de liant entre les différentes associations départementales mais aussi d'inciter les élus à participer aux formations organisées par ces associations sur leurs territoires respectifs.

Au programme de cette journée :

9h0–9h30 : Accueil des élus et ouverture par Pierre Gonzalvez, Président de l'AMV
9h30 – 11h : Atelier « Remobiliser les membres de l'équipe municipale »
11h15 – 12h45 : Ateliers au choix :
 « Financement de la transition écologique » ;
 « Lutte contre les déchets abandonnés et tri sur l'espace public ».
14h – 15h30 : Ateliers au choix :
 « Analyse financière » ;
 « Biens vacants et sans maitres ».

Les Ateliers de mi-mandat de l'Association des maires de Vaucluse. Jeudi 22 février de 9 h à 16h. Salle du Château d'Eau, 34 rue des Hortensias, Monteux. 04 90 85 43 64 – contact@amv84.fr

---

Les victoires de l'investissement local 2023 de la Fédération du BTP de Vaucluse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026





A l'occasion de la traditionnelle assemblée générale de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) qui vient de se tenir à Monteux, la Fédération du BTP de Vaucluse a remis 'Les victoires de l'investissement local 2023'.

2 projets distingués à Avignon et Entraigues

Décerné en partenariat avec la Fédération régionale des travaux publics Provence-Alpes-Côte d'Azur (FRTP Paca), cette récompense a été d'abord attribuée à l'aménagement de la phase 1 de la rue Thiers à Avignon.

Un projet « qui a parfaitement intégré la transition climatique avec l'intégration de la nature dans un environnement minéral et des matériaux drainants pour desimpermeabiliser les sols ». Dans ce cadre, les victoires ont été remises à la ville d'Avignon, représentée par son maire Cécile Helle, ainsi qu'aux différents intervenants sur le chantier (Citadis, Philippe Le Maner de l'Agence Paysages, Laetitia Coq-Choux, du Cabinet Marlin, ECL-Studio, NGE – BTP Guintoli Alpilles-Vaucluse, Manuel Gain, Maxime Piechowiak

Améliorer le rendement et moderniser les réseaux

Second projet à être distingué : le chantier de réhabilitation des réseaux d'eaux usées sur le chemin de la Lône à Entraigues-sur-la-Sorgue.

« Des travaux qui répondent à la gestion patrimoniale afin d'améliorer le rendement et de moderniser les réseaux, » explique la Fédération du BTP84.

Les lauréats de ces victoires de l'investissement 2023 en Vaucluse pour ce projet d'Entraigues sont le Grand Avignon, et son président Joël Guin (représentait pour l'occasion par Guy Moureau, maire d'Entraigues), ainsi que Jerome Gelly (DST du Grand Avignon), Patrice Aussibal de la société Seiri et Cedric Munoz de EHTP Châteaurenard.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Remise des prix aux lauréats du projet d'Entraigues, dont le maire de la ville (4e en partant de la droite) par Daniel Léonard, président de la Fédé BTP 84 (3e depuis la gauche), et Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de L'Isle-sur-la-Sorgue (1er à gauche).

L.G.

Agression de maires et d'élus : 'les fantassins de la République' tirent la sonnette d'alarme

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Excédés par la multiplication des agressions à leur encontre, les maires de Vaucluse ont décidé de lancer un cri d'alarme. En effet, le nombre de violences verbales et physiques contre les élus a bondi en France de 32% entre 2021 et 2022, et le Vaucluse n'est pas épargné. Plusieurs incidents récents ont engendré un ras-le-bol, que les élus du département n'entendent plus laisser passer.

Jusqu'à présent on disait que les maires étaient à portée d'engueulade. Ce n'était pas toujours agréable mais, de leur propre aveux, cela faisait partie du 'job'. Aujourd'hui, ces élus de terrains sont désormais de plus en plus à portée de coups et ça ils ne le tolèrent plus. Les récentes menaces de mort à l'encontre du maire de Cairanne ainsi que l'agression d'un des adjoints de Lauris n'ont fait qu'illustrer cette inquiétante tendance générale.
« La situation préoccupante des actes de violence envers nos élus locaux est un sujet d'actualité récurrent, s'alarme Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Malheureusement, le département n'est pas épargné par cette vague de violence envers les élus de la République. Ces faits s'additionnent et s'accélèrent. Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

> « Cela affecte toutes les communes, des petites aux plus grandes. Il n'y a pas de territoire qui soit préservé. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Une tendance de fonds à l'échelle du pays

Face à cette tendance de fonds, encore illustrée ce week-end au niveau national par l'incendie du domicile du maire de L'Haÿ-les-Rose, mais aussi par le dramatique décès du maire de Signes dans le Var en 2019, renversé par la camionnette d'un maçon alors qu'il tentait de s'interposer contre un dépôt d'ordures sauvages, ou lorsque le maire de Saint-Brévin, en Loire-Atlantique, a démissionné suite à l'incendie de ses véhicules et de la façade de son domicile en pleine nuit en mars dernier, l'AMV a donc souhaité réagir contre ces agressions à répétition. Et ce d'autant plus que des élus de Vaucluse viennent eux aussi d'être confrontés à des actes de violences verbales ou physiques qui connaissent une explosion en France.

Leur nombre a ainsi bondi de 32% en 1 an, en passant de 1 720 actes en 2021 à 2 265 en 2022.

« Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort. »

Menaces proférées contre le maire de Cairanne



De gauche à droite : Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique à Mormoiron,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes, Roger Rossin, maire de Cairanne, Michel Terrise, maire d'Althen-des-Paluds, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Thierry Dernis, adjoint à la voirie de Lauris, et André Rousset, maire de Lauris.

Le 8 juin dernier c'est Roger Rossin, maire de Cairanne qui a été menacé de mort. L'élu constate pour la seconde fois un affichage sauvage d'un épaviste sur les panneaux directionnels, les feux tricolores, les candélabres, et le mobilier urbain le long de la route Départementale 8.
« Cela enlève la peinture quand on essaye de les décrocher, constate alors agacé le maire de Cairanne. J'ai donc eu la faiblesse d'appeler le numéro figurant sur l'annonce pour expliquer que ce type d'affichage était soumis à autorisation et que là où il les mettait cela n'était pas possible. Je lui ai demandé de venir les enlever. La personne m'a répondu 'qu'il sent foutait, qu'il faisait ce qu'il voulait et qu'il devait travailler'. »
« Je lui alors précisé que je devrais alors le verbaliser, poursuit Roger Rossin. Il m'a alors répondu 'Fils de pute de maire, mes frères gitans et moi, on viendra te pulvériser toi et ton village de mort'. »
Même si c'est la première fois que cela lui arrive en 10 ans de mandat, le maire de Cairanne n'envisage pas forcément de porter plainte. Ces collègues maires de l'AMV, le sous-préfet de Carpentras et la préfète du Vaucluse l'y incite pourtant.
« Même si j'ai du mal à croire que la plainte débouchera sur une interpellation et une condamnation, j'ai finalement porté plainte, ajoute-t-il. Je n'ai pas peur de ces menaces mais je n'accepte pas le côté irrespectueux de l'institution et la violence gratuite de ces propos. » L'enquête est en cours…

> « Je vais te retrouver et je vais te tuer. »
>
> *Menaces proférées contre un des adjoints de Lauris*

Le 13 juin dernier, alors que la commune de Lauris est sous les orages, un habitant se retrouve avec 7cm d'eau chez lui. Thierry Dernis, adjoint à la voirie, se rend sur les lieux pour évaluer la situation et voir qu'elles peuvent être les solutions même si ce n'est pas du ressort des compétences de la municipalité.
« Il m'a attrapé par mes vêtements alors que je ne m'y attendais pas, raconte l'élu de Lauris. Il a ensuite voulu me frapper. Les personnes présentes se sont interposées et j'ai réussi à me dégager. Alors que je partais il m'a dit : 'Je vais te retrouver et je vais te tuer'. »
Thierry Dernis va aussitôt porter plainte. « J'ai été reçu par les gendarmes qui m'ont écouté. Rien que ça, cela fait du bien. Le lendemain la personne a été arrêtée et mise en garde en vue pendant une journée. C'est rassurant de voir que les institutions répondent. »

Une démission collective pour un électrochoc
Dans le même temps, l'adjoint de Lauris reçoit le soutien de toute son équipe municipale. Dans la foulée, André Rousset, le maire, annonce aussi qu'il démissionnera en compagnie de sa majorité. Cette décision devant servir d'électrochoc afin de sensibiliser les pouvoirs publics et les médias contre ce phénomène

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

général de violences croissantes. « Une action choc pour faire prendre conscience de ces dérives », explique André Rousset, maire de Lauris.
Une protestation qui ne sera finalement pas mise à exécution après plusieurs échanges avec les services de la préfecture de Vaucluse.

La parole se libère
La succession de ces incidents a au moins le mérite de pousser les autres élus vauclusiens à sortir de leur silence après avoir trop longtemps accepter ce type d'acte.
« Les langues se délient, reconnaît Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV, et les élus n'hésitent plus à nous faire part de leurs mauvaises expériences en la matière. »
Dans ce cadre, l'AMV recueille les signalements que lui font remonter les élus depuis le terrain. Des signalements de différents niveaux de gravité, qui peuvent aller des insultes jusqu'à des intimidations ainsi que des gestes physiques, et contre lesquels l'AMV se porte systématiquement partie civile.

Gestion des conflits : des formations du GIGN avec l'AMV
Afin de permettre aux élus de Vaucluse de faire face à certaines situations de conflit, l'AMV a organisé des réunions animées par un négociateur de l'antenne du GIGN à Orange. A cette occasion, la gendarmerie nationale explique aux maires et aux élus comment réagir face à une personne agressive et comment tenter de désamorcer une situation de conflit. Une demi-douzaine de réunion a déjà eu lieu avec l'AMV qui va proposer de nouvelles cessions. Par ailleurs, la gendarmerie propose également des fiches d'informations consultables sur le site referentsureté.fr.

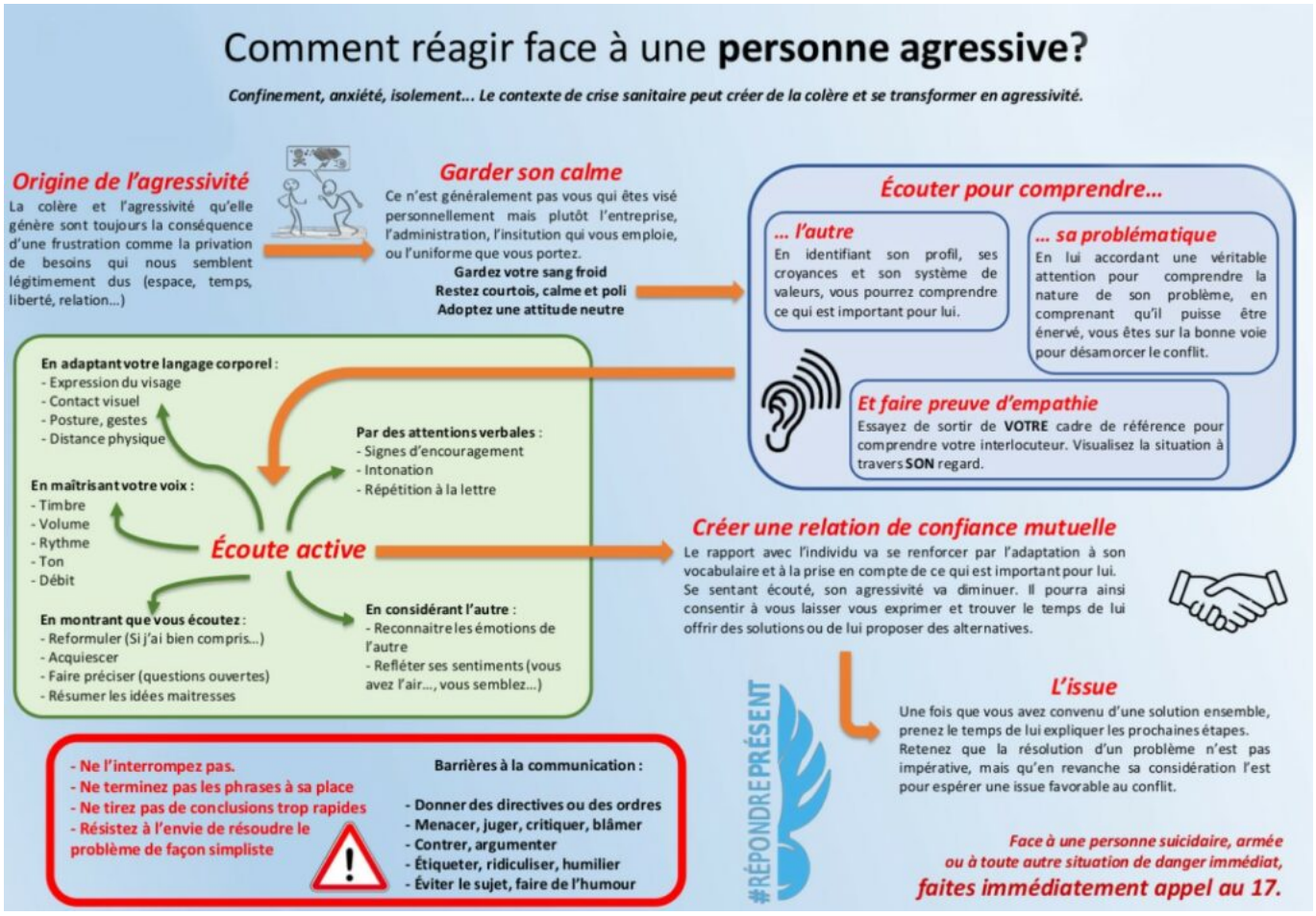
L'AMV dispose d'élus référents contre les violences et les agressions d'élus
Par ailleurs, afin de mieux coordonner son action auprès de ses membres, l'Association des maires de Vaucluse a désigné deux référents : le maire de Sainte-Cécile-les-Vignes et l'adjoint à la sécurité de Mormoiron. Deux élus en charge des violences faites aux élus au sein de l'AMV qui, eux aussi, ont été confrontés aux menaces.
« Au sortir du Covid, j'ai subi une altercation avec des propos homophobes, rappelle Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes. Une affaire classée sans suites même s'il y a eu une écoute des gendarmes et du procureur. »
De son côté Bernard Le Dily, adjoint en charge de la sécurité publique, de la prévention de la délinquance, des écoles, du conseil municipal des jeunes et de la culture à Mormoiron a dû batailler ferme pour que la justice s'en mêle.
« Entre le moment où j'ai déposé plainte, le 25 juin 2022, et le classement sans suite avec un simple rappel à la loi, c'était le 29 novembre. Et encore il a fallu que je voie deux fois le procureur qui nous a dit qu'il avait une échelle de sanction qu'il se devait de respecter. »
En attendant, l'élu de Mormoiron, ancien policier et gendarme, reconnaît alors que l'on peut avoir parfois le sentiment d'être seul, surtout dans les petites communes.
« Dans un village on croise l'agresseur ou sa famille tous les jours. On peut se sentir vulnérable même si fort heureusement on a le soutien de l'AMV. »

Certains s'excusent parfois
Venue soutenir son collègue de Cairanne, Anne-Marie Bardet, maire de Sarrians, a elle aussi connue

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

pareille mésaventure.
« J'ai moi-même été aussi victime de violentes injures le 17 mai dernier, confie l'élue. J'ai informé l'AMV et j'ai porté plainte mais je n'ai pas eu de retour à ce jour. »
Sa 'faute' ? avoir fait une remontrance à une personne qui conduisait trop vite un fourgon sur la place de la mairie, là où jouent des enfants.
« Je n'avais pas voulu témoigner dans la presse à ce moment-là car il y a une fratrie et se sont des gens corrects. Depuis, le monsieur m'a envoyé un message pour s'excuser de son attitude en expliquant qu'il avait tout un tas de raisons personnelles pour expliquer pourquoi il s'était comporté aussi mal : « il exprime son plus profond regret pour son comportement impulsif et irrespectueux à mon égard. Il est conscient d'avoir mal agi. »



La gendarmerie propose notamment des fiches conseils de 'déconfliction' à destination des élus afin de disposer de base pour réagir face à une personne agressive.

> « Aujourd'hui la parole du maire, ne vaut rien contre un délinquant de la route. »
>
> *Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Des élus qui dérangent parfois les petits trafics

Une litanie sans fin que conclu Michel Terrise, le maire d'Althen-des-Paluds : « J'ai été menacé de mort lors de mon 1er mandat pour une histoire d'urbanisme. Je n'avais pas porté plainte. »

Là, c'est un conducteur qui a mis en danger la vie d'un de ces policiers municipaux en forçant le passage lors d'un simple contrôle où il était présent avec son premier adjoint.

« Nous avons clairement vu le conducteur accélérer et notre policier a dû sauter sur le côté pour l'éviter. Nous avons noté et le numéro et il fallut relancer à plusieurs reprise le procureur pour qu'il y ait des suites. La personne a dit qu'il n'avait pas vu le policier. C'est donc parole contre parole mais aujourd'hui la parole du maire, qui est officier de police et assermenté de par sa fonction, ne vaut rien contre un délinquants de la route. »

> « L'écharpe tricolore ne fait pas des élus des surhommes. »
>
> *Vincent Faure, maire de Sainte-Cécile-les-Vignes*

Ne plus rien laisser passer

« Tout cela, ça affecte autant la vie d'élu que la vie personnelle car il y a des impacts directs », regrette pour sa part, Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV qui constate que si certains élus « se sont engagés dans des démarches judiciaires, d'autres peuvent parfois être plus en retrait. »

« Jusqu'alors on rentrait chez soi ou sa mairie et on pensait à autre chose. Mais maintenant, il ne faut plus tourner la page, insiste Vincent Faure. Désormais, il faut tout faire remonter pour savoir ce qui se passe dans nos départements, ce qui se passe en France. Il n'y a pas de petites agressions concernant les élus et plus généralement les citoyens d'ailleurs. Quelle que soit l'agression, elle est intolérable. Il ne faut rien laisser passer. C'est pour cela que je suis fier que l'AMV se porte systématiquement partie civile en étant totalement solidaire avec les élus. Je trouve aussi extrêmement courageux que mes collègues, maires, adjoints ou élus aillent jusqu'au bout de leur démarche de plaintes même si parfois c'est difficile de le faire dans un petit village où tout le monde se connaît. Une solidarité au sein de son propre conseil municipal doit aussi être de mise. Les élus ne sont que des femmes et des hommes. L'écharpe tricolore n'en fait pas des surhommes. »

Le Covid et les réseaux sociaux n'ont rien arrangé

Une situation qui, aux dires des élus, s'est particulièrement aggravée au sortir du Covid.

« Il y a de plus d'incidents de ce type depuis la fin du Covid et la réouverture des 'cages', poursuit le maire de Sainte-Cécile. On constate une agressivité de plus en plus surprenante. Je pense aussi au médecin, aux enseignants, aux forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers, à tous ceux qui sont en contact avec le grand public. »

« Et les réseaux sociaux offrent un univers sans limites à ces excès », complète le président de l'AMV.

« Il faut voir aussi que nous dérangeons les petites trafics ou que nous sommes confronté à des mineurs qui traînent la nuit et que nous ramenons à leurs parents sans que certains de ces derniers n'aient à redire sur le comportement de leurs enfants », indique également, Michel Terrise, le maire d'Althen.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

« A cela s'ajoute des problématiques avec des individus qui ont des problèmes psychologiques ou psychiatriques que l'on a identifiés », complète Pierre Gonzalvez. « Nous sommes particulièrement démunis dans ces cas de figure», confesse la maire de Sarrians.

> « Nous sommes responsables de tout, y compris pour des problèmes de compétences qui ont été enlevés aux maires. »
>
> *Pierre Gonzalvez, le président de l'AMV*

« Nous sommes assaillis tous les jours pour des problèmes concernant des compétences qui ont été enlevés aux maires : l'assainissement, la fibre, l'eau, les déclarations d'impôts, la distribution d'électricité, les encombrants, les routes, la vitesse, les vols…. Nous sommes responsables de tout », regrette le président de l'AMV.
Ce dernier poursuit cependant « Les gens se rendent tout de même compte de ce que nous faisons. Beaucoup de nos administrés nous disent 'qu'ils ne savant pas comment on fait' et 'comment on supporte ces contraintes'. 'Qu'ils ne voudraient pas être à notre place'. »
Si à ce jour ces agressions ne sont pas encore venues à bout de leur motivation, entre pare-brise casé ou rayure sur la voiture, des élus de Vaucluse reconnaissent que cela commence à entamer leur détermination pour la vocation…
Ainsi, selon l'Association des maires de France, le taux de démission serait actuellement de 15% pour les élus municipaux alors qu'il n'est que de 2,7% dans le secteur privé.

Condamner c'est bien, agir c'est mieux !
« Le problème aujourd'hui c'est que les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics », explique Jean-François Lovisolo, ancien co-président de l'AMV désormais député de la 5e circonscription de Vaucluse. Il peut y avoir les discutions dans la rue, voir des engueulades, mais on est dans le ressort de la 'Pagnolade'. Mais il y a aussi ce qui est de l'ordre de l'inacceptable, comme à Lauris ou Cairanne. »

> « Les gens ne sont plus des citoyens mais des consommateurs de services publics. »
>
> *Jean-François Lovisolo, député de la 5e circonscription de Vaucluse*

« Je veux bien que l'on nous interpelle toute la journée pour des choses où l'on n'a rien à voir, poursuit le parlementaire. On est là pour ça. Mais il ne faut pas oublier que les élus locaux sont les derniers à faire du lien social quand il n'y a plus de services publics sur les territoires. Et ils ne le font pas pour l'argent. Ce n'est pas pour 500€ par mois, qui passent d'ailleurs principalement dans les frais de déplacement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

qu'ils le font, mais bel et bien pour l'intérêt collectif et rendre service aux gens. Si on perd ces élus-là, il n'y a plus rien derrière. Il faut donc que l'Etat prenne des mesures et des sanctions exemplaires quand un élu local est agressé comme c'est le cas par exemple pour un gendarme. Il faut envoyer un message car c'est bien de condamner mais il faut aussi agir. »
Dans cette optique, Jean-François Lovisolo et Karl Olive, député de la 12e circonscription des Yvelines, proposent donc une loi relative « au renforcement de la législation visant à protéger les élus municipaux », « ces fantassins de la République, ces chevilles ouvrières du pays, qui sont quotidiennement vilipendés, agressés au point de renoncer à une mission qui leur a été confiée en toute légitimité par leurs concitoyens. »

Les maires des petites communes en première ligne
« Dans les communes, ce phénomène est bien connu des maires et des personnels municipaux, poursuit Jean-François Lovisolo. Les plus petites d'entre elles ne peuvent pas bénéficier d'agents assermentés, ni de services structurés. Ce sont donc souvent les élus qui se retrouvent seuls, face, d'une part, à un nombre grandissant d'infractions (dégradation de biens publics et de mobilier urbain, dépôts sauvages d'ordures…) et, d'autre part, à des agressions, menaces, intimidations, insultes ou injures qui touchent maires, adjoints et conseillers municipaux dans l'exercice ou du fait de leurs fonctions. »
La proposition de loi des deux députés a notamment pour objectif d'aligner les peines suite à des délits contre les conseillers municipaux en charge d'une mission de services publics sur celles prévues pour ces mêmes agissements contre les représentants des forces de l'ordre.

Allongement du délai de prescription pour diffamation et protection fonctionnelle
Le texte prévoit aussi que la durée d'un acte diffamatoire, prescrit tous les 3 mois, puisse être allongée à 12 mois pour les personnes dépositaires de l'autorité publique. Autre souhait : la création d'un « un délit d'atteinte à la vie privée par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale d'une personne titulaire d'un mandat électif communal permettant de l'identifier ou de la localiser afin de protéger les élus par l'interdiction de la diffusion malveillante de données personnelles, notamment sur un service de communication au public en ligne ».
Il est également demandé « d'étendre la compensation financière par l'État, couvrant les coûts de couverture assurantielle, à toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Cette mesure s'appliquerait à la protection fonctionnelle accordée aux conseillers municipaux, afin de soulager ces derniers de cette charge financière ».
« L'Agression est un acte exceptionnelle et doit avoir une réponse exceptionnelle, insiste le député vauclusien, ancien maire de la Tour d'Aigues. Et cette réponse c'est une réponse pénale. »

> « Le débat cela empêche de se battre. »
>
> *André Rousset, maire de Lauris*

Pas de salut sans une réaction collective

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

« Je pensais que l'humanité évoluait, mais parfois il faut constater que parfois elle régresse, constate avec un brin de fatalisme, André Rousset, le maire de Lauris. Je suis travailleur social de formation initiale. C'est tous ensemble que nous devons agir : les élus, les citoyens, la République. Cela passe par tout le monde, les papas et les mamans aussi, les députés, la préfète, les journalistes. Il faut saisir les enjeux de tout cela et qu'on essaye de le freiner. Si on ne le fait pas ensemble, nous n'y arriveront pas. Il faut mettre de l'humain dans ce qui nous uni car aujourd'hui on perd de l'humain. Il faut comprendre que le débat cela empêche de se battre. »

Laurent Garcia

La réponse des services de l'Etat
Conscient d'une situation de plus en plus tendue, Violaine Démaret, préfète de Vaucluse, a tenu à rappeler que Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la ruralité annoncé la création d'un centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus.
Ce dernier pilotera le déploiement d'un pack sécurité comprenant :

• la création d'un réseau de plus de 3 400 référents « atteintes aux élus » dans toutes les brigades de gendarmerie et les commissariats, offrant un point de contact privilégié aux élus pour parler des menaces ou des violences dont ils font l'objet,

• le renforcement du dispositif 'Alarme élu', qui permet aux élus qui se sentent menacés d'alerter leur commissariat ou leur gendarmerie pour être secourus rapidement en cas d'appel au 17, et bénéficier d'une vigilance renforcée de la part des forces de l'ordre,

• le rappel aux préfets du principe 'une menace = une évaluation', pour que ces derniers puissent décider de mesures éventuelles de protection.

Ces mesures permettront d'amplifier la démarche « d'aller-vers » des forces de l'ordre, afin de faciliter le dépôt de plainte des élus locaux quand ils le souhaitent et où ils le souhaitent.

Recyclage : les maires de Vaucluse et l'opérateur Orange lancent la collecte des mobiles usagers

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



L'Association des maires de Vaucluse (AMV84) et Orange coopèrent pour promouvoir le recyclage des mobiles. Une démarche essentielle quant au souhait exprimé par l'opérateur de téléphonie : atteindre la neutralité zéro carbone d'ici 2040.

L'AMV et Orange renforcent leur collaboration en vue de promouvoir le recyclage des mobiles. L'opérateur met l'accent sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), située au cœur de leur modèle commercial, en organisant des ateliers qui répondent au besoin d'accompagnement des plus en difficulté sur le sujet.
De son côté, l'AMV appelle ses membres et leurs adhérents à se sensibiliser sur les enjeux du recyclage des mobiles, l'objectif étant d'augmenter le nombre de collecteurs de recyclage de mobiles dans les communes.

2 tiers des téléphones portables non-utilisés ne sont pas collectés
L'opérateur orange avait déjà la volonté d'atteindre une neutralité zéro carbone en 2040. Pour ce faire, il

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

préconise par exemple de prioriser la 5G, qui consomment moins que la 4G, ou la fibre. La majorité des communes du Vaucluse étaient déjà, elles aussi, engagées dans les économies d'énergie avec une volonté de baisse des températures, une réglementation autour des éclairages publics, etc… Mais c'est une nouvelle démarche collective qui voit le jour, désireuse de voir naître de nouvelles synergies.

> *« On espère que toutes les communes de Vaucluse vont s'inscrire dans cette démarche. »*
>
> *Pierre Gonzalvez, président de l'AMV84*

Une sensibilisation qui n'est pas hors de propos puisque deux tiers des téléphones portables non-utilisés ne sont pas collectés et dorment dans les placards. Du reste, l'opérateur estime que l'on dénombre environ 6 à 7 terminaux (téléphones et box) dans chaque famille. Des chiffres alarmants lorsque l'on sait que les batteries au lithium contenues dans ces appareils sont inflammables au contact de l'air. Qui plus est, les terminaux sont le premier poste émetteur de CO2 et représentent 80% de l'impact carbone numérique dans le monde.

Les points fondamentaux du programme

Depuis 2020, Orange a lancé son programme RE. L'opérateur cherche à attirer l'attention des consommateurs sur l'impact environnemental de leurs smartphones pour qu'ils soient en mesure de répondre de façon pertinente aux préoccupations environnementales de la société. Quatre piliers, évoqués par Lionel Chambenoit, nouveau directeur des relations avec les collectivités locales du Vaucluse chez Orange, sont nécessaires face à l'enjeu de la seconde vie des mobiles. En effet, le recyclage, la reprise, le reconditionné et la réparation favorisent tous une économie circulaire.

Le point central de ce nouveau dispositif est également d'implanter au maximum dans les communes un ou plusieurs collecteurs de recyclage. Notons que les accessoires comme les chargeurs ou les écouteurs peuvent aussi être collectés. Les communes qui participent se voient acquérir une ou plusieurs boîtes ainsi qu'un espace en ligne orange dédié à ce recyclage. Une fois le collecteur rempli, la commune doit le signaler sur son espace dédié pour qu'un transporteur puisse venir récupérer les terminaux.

Dès lors, l'intérêt de cette collecte est double : une protection de l'environnement et une baisse de la pollution accrue, ainsi que la possibilité de réemployer les matériaux rares des téléphones portables recyclés. Par la même occasion, le recyclage mobile contribue au développement économique et social du territoire. En effet, l'opérateur fait appel à l'entreprise d'insertion l'Atelier du bocage, membre d'Emmaüs.

32 communes vauclusiennes participent déjà à l'opération

Il est important de noter que cette entreprise récupère tous les téléphones recyclés, mais qu'elle ne leur réserve pas forcément le même sort. Les téléphones en bon état sont réutilisés dans leur entièreté, reconditionnés et remis à la vente. L'intégralité des bénéfices sont reversés à Emmaüs International et les téléphones sont généralement redistribués en Afrique, ce qui contribue à équiper le continent face à un pouvoir d'achat qui n'est pas le même qu'en France. En revanche, les téléphones trop abîmés ou d'une

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

ancienne génération seront seulement exploités pour leurs pièces : plastique recyclé, métaux rares des batteries ou des circuits intégrés… Ils seront triés et récupérés pour être ensuite insérés dans de nouveaux appareils électroniques.
Pour les plus curieux, les smartphones sont bel et bien démontés et leurs pièces réutilisées, mais aucune donnée n'est collectée et les téléphones recyclés sont entièrement vidés.

Les chiffres clés
Depuis 2010, Orange a collecté 16 millions de mobiles laissés à l'abandon, dont 9 millions en France, dans plus de 2 500 points de collecte (boutiques orange, collectivités territoriales, écoles…). De plus, chaque année le parc de mobile est renouvelé à hauteur de 30% (soit 20 millions).
À ce jour, 32 communes vauclusiennes* participent à l'opération de collecte mobile. Dans le département du Vaucluse, environ 40 à 50 mobiles sont collectés chaque mois dans les boites prévues à cet effet. Dans le cadre de ce recyclage des mobiles, 25 000 téléphones collectés équivalent à la création d'un emploi d'insertion aux ateliers du bocage.

Justine Guey

**Le Thor, Cheval Blanc, L'Isle-sur-la-Sorgue, Vaugines, Lacoste, Joucas, Saint-Christol, Saumane-de-Vaucluse, Mondragon, Gordes, Saint-Pantaléon, Châteauneuf-de-Gadagne, Caumont-sur-Durance, Saint-Trinit, Roaix, Althen-des-Paluds, Sérignan-du-Comtat, Sivergues, Mérindol, Uchaux, Murs, Bédoin, Beaumont-du-Ventoux, Gigondas, Brantes, Bonnieux, Blauvac, Beaucet, Beaumont-de-Pertuis, Beaumettes, Pernes-les-Fontaines et Ansouis.*

Quand l'Association des maires de Vaucluse fait salon

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



L’Assemblée générale des maires de Vaucluse, c’est aussi le salon des élus locaux et des décideurs avec 35 stands d’exposants pour les aider à aménager durablement leurs communes

Cette année c’est AP Media, société basée dans l’Hérault qui organise foires, salons et congrès, qui a mis sur pied pour la première fois cet évènement, une société qui fête ses 20 ans cette année. Elle a invité notamment la Fédération du bâtiment et des travaux publics, Véolia et sa gestion de l’eau, du recyclage et de la valorisation des déchets, Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution de l’électricité, l’ADMR (aide- ménagère à domicile) du département pour le portage de repas chez les personnes âgées, le CAUE (Conseil en architecture, urbanisme et environnement), les Voyages Arnaud, spécialistes des transports en bus et autocars, la Chambre des Métiers et de l’Artisanat Régionale, les banques comme le Crédit Agricole ou le Crédit Mutuel, La Poste et son directeur départemental, Pierre-Hubert Martin, ils étaient tous là, au cœur de la salle des fêtes du Château d’Eau de Monteux pour informer les élus sur les services qu’il peuvent rendre à la population.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Partenariat avec Orange et GRDF

La matinée a commencé sur le stand de l'opérateur Orange pour la signature d'un partenariat avec l'Association des maires de Vaucluse pour mobiliser les citoyens de Vaucluse au recyclage des mobiles. Il faut savoir que chaque année, le parc de portables est renouvelé à hauteur de 30% soit 20 millions de téléphones. En 10 ans, plus de 15 millions de mobiles ont été ainsi collectés et recyclés, ce qui crée de l'emploi. Chaque mairie de Vaucluse bénéficiera d'un lien de connexion qui permettra de commander des bornes de collecte. Pour faire le tri des mobiles ramassés une entreprise d'insertion ('Les ateliers du Bocage' dans les Deux-Sèvres) a traité 200 000 portables en 2019, les a remis en état, reconditionnés et revendus. L'intégralité des bénéfices a été reversée à Emmaüs International.

« L'Etat est en mode solution »
Retrouvez ici notre article sur l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse

De son côté, la commune de Monteux avec son maire Christian Gros, a renouvelé sa confiance à GRDF en signant un contrat de concession de distribution publique de gaz pour une nouvelle période de 30 ans à

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

partir de janvier 2023. « Le réseau de gaz est un allié indispensable pour les projets de transition énergétique de la commune avec sa capacité de recevoir et de distribuer des gaz renouvelables que ce soit le biométhane aujourd'hui ou l'hydrogène demain » a déclaré Philippe Réchiniac, directeur territorial de GRDF. Christian Gros a acquiescé : « Nous croyons aux gaz renouvelables notamment l'hydrogène vert qui d'ici 2024 sera même produit sur le territoire des Sorgues du Comtat ». A noter qu'il y a 52,1 km de réseau gaz à Monteux pour 1825 clients raccordés.



Un moment d'échange avec les entreprises

GHM-Eclatec aussi avait son stand, cette société basée au départ près de Colombey-les-Deux-Eglises conçoit des solutions d'éclairage public et de mobilier urbain depuis un siècle. Elle propose des luminaires dits 'intelligents', connectés, fiables, certifiés (Iso 9001, 14 001, 50 0001) fabriqués en France, qui détectent les pannes et consomment peu. Son délégué régional, Yves Lestavel insiste sur la fiabilité de ce matériel, de fonte et d'acier. « Nous avons 620 collaborateurs, 16 agences en Métropole et dans les DOM-TOM, en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à Mayotte et à la Réunion.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Lors du salon des maires, la Fédération du BTP84 a remis le prix de la transition écologique pour les aménagements réalisés dans le quartier de la Barbière (réaménagement des espaces de stationnement, nouveaux matériaux perméables pour la couverture des sols, permettant une meilleure infiltration de l'eau, davantage de nature dans le quartier…). © Facebook-Mairie d'Avignon

Présente aussi au cœur du Salon des Maires, Agilis, une entreprise de travaux publics 100% vauclusienne née au Thor, il y a tout juste 20 ans. « Elle équipe, sécurise et entretient les routes et autoroutes » explique Marion Pelletier. Elle compte désormais 460 agents et travaille aux côtés des grands comme

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Eiffage ou Vinci, gère la signalisation, monte des murs acoustiques, installe des glissières de sécurité, mais aussi revêtements pour pistes cyclables ou d'athlétisme, des équipements aéroportuaires. Elle offre toute une série de finitions – béton, innovantes, esthétiques, décoratives, durables. Du béton imprimé, poncé, drainant, sablé, incrusté, végétalisé ou scintillant. On en trouve par exemple sur le parvis de l'Hôtel de ville à Sorgues, à Bourg-de-Péage dans la Drôme, Espace Mistral, quartier l'Estaque à Marseille.
Inauguré par la préfète de Vaucluse Violaine Démaret, le président de la Région Sud, Renaud Muselier, la présidente du Conseil Départemental de Vaucluse Dominique Santoni, les deux présidents de l'Association des Maires, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez en fin de matinée, ce salon a vu des centaines de maires, directeurs des services, ingénieurs des collectivités territoriales du département échanger et s'informer tout au long de la journée sur des solutions qui améliorent le quotidien et le vivre ensemble des vauclusiens.

Les maires de Vaucluse veulent défendre le modèle français de sécurité civile

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



Dans un courrier adressé à Gérald Darmanin, l'AMV (Association des maires de Vaucluse vient d'interpeller le ministre de l'Intérieur sur la nécessité d'engager une réflexion sur les difficultés que connaît notre modèle de sécurité civile, notamment, suite à cette saison de feux de forêts.

« Nous avons été sollicités par la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF) concernant les difficultés que connait notre modèle de sécurité civile notamment suite à cette saison feux de forêts, expliquent Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, les deux co-présidents de l'AMV. Au travers de cet échange il nous apparait désormais l'impérieuse nécessité d'engager rapidement une réflexion de fond sur cette problématique afin de garantir l'efficacité de la stratégie française de lutte contre les risques et catastrophes. »

Exonérer la taxe carburant pour le Sdis

« Pour ce faire, en tant qu'élus, nous soutenons les propositions de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France et, au nom de l'Association des maires de Vaucluse, nous nous permettons d'appuyer quelques propositions qui pourraient être mises en œuvre rapidement :

– La création d'un ministère de la protection civile et des situations d'urgence ou à minima un secrétariat d'Etat ;

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

– La possibilité d'exonérer de la 'taxe carburant' les hydrocarbures à destination du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) ;

– La répartition plus juste et claire de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ;

– Le soutien pour la mise en œuvre de mesures afin de pérenniser et développer l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires avec pour objectif de recruter 50 000 pompiers volontaires prochainement.

Nous souhaiterions que vous souteniez cette démarche au sein des différentes instances nationales et européennes pour garantir la préservation de notre modèle de sécurité civile qui repose à 80% sur le volontariat. »

Particulièrement mobilisée sur les problématiques des sapeurs-pompiers, l'AMV s'était déjà adressée au Gouvernement en avril 2021 afin de l'alerter sur les conséquences de la directive européenne sur le statut des sapeurs-pompiers volontaires.

Les maires de Vaucluse condamnent l'agression du maire de Châteauneuf-sur-Cher

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026



L'Association des Maires de Vaucluse (AMV84) vient de condamner l'agression de William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher. L'élu de la petite commune du Cher de 1 500 habitants a été agressé et blessé à la tête le 31 août dernier par un individu de 19 ans. Ce dernier, arrêté depuis, est venu se venger d'une intervention de William Pelletier, le 21 juin, afin de mettre fin au chahut d'un groupe de jeune dans un camping de sa commune.

« Les coprésidents, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, et les membres du bureau de l'AMV 84, apportent leur soutien total à William Pelletier, maire de Châteauneuf-sur-Cher, et condamnent fermement l'acte d'agression dont il a été victime dans l'exercice de ses fonctions, expliquent les maires de Vaucluse. Cette agression, sur un élu local en charge d'une mission de service public, est aussi révoltante qu'inadmissible. Ces élus communaux, cœur battant de la République, fatigués, risquent d'abandonner leur écharpe tricolore avant même les prochaines élections. Aussi, nous interpellons le ministre de l'Intérieur et le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, afin qu'ils prennent des sanctions immédiates et exemplaires pour condamner ces actes intolérables. »

Un message entendu puisque l'auteur des faits a été condamné en comparution immédiate à 4 mois de prison avec sursis, et à 105 heures de travail d'intérêt général.

Les agressions des élus en forte hausse

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 12 novembre 2026

Cette affaire illustre à nouveau l'augmentation inquiétante des agressions envers les élus (maires, adjoints, conseillers départementaux et régionaux ainsi que les parlementaires). Selon le ministère de l'Intérieur, ces attaques étaient ainsi en hausse de 47% en 2021.
Pour lutter contre ce phénomène, l'AMF (Association des maires de France) a même mis en place une adresse mail spécifique (observatoire.agressions@amf.asso.fr) afin d'accompagner les élus dans leurs démarches ainsi que de les informer.
En Vaucluse, l'AMV a déjà interpellé les services de la préfecture du département sur la mise en place des sanctions plus lourdes afin de lutter contre les agressions physiques et verbales directes ou sur les réseaux sociaux ainsi que la sensibilisation des effectifs de gendarmerie et de police sur le caractère prioritaire des plaintes d'élus.
Pour cela, mais aussi en cas troubles majeurs à l'ordre public ou de danger imminent, les élus vauclusiens disposent notamment de contacts spécifiques, accessibles 7 jours sur 7 et 24h/24, avec les forces de sécurité intérieure et le corps préfectoral en Vaucluse.

De dangereux précédents

Pour rappel, le paroxysme de ces agressions avait été atteint en août 2019 avec la mort de Jean-Mathieu Michel, 76 ans, maire de Signes dans le Var, renversé par la camionnette d'un maçon ayant pris la fuite après avoir déchargé illégalement des gravats. Le jeune artisan de 25 ans a été condamné, en mars dernier, à 3 ans de prison dont 2 avec sursis ainsi qu'à verser une indemnité de 15 000€ au fils du maire de Signes.
Plus loin dans le temps mais plus près de nous, Bernard Reynès, alors maire de Châteaurenard, avait été poignardé en 2013 par un individu lors de la cérémonie de commémoration du 11 novembre.
L'élu bucco-rhodanien avait été superficiellement blessé, malgré les 3 coups de couteau de son assaillant, un 'conspirationniste' de 32 ans souhaitant s'en prendre à un élu du même bord que Nicolas Sarkozy, qui a aussi blessé plus légèrement deux autres membres du conseil municipal de Châteaurenard lors de son attaque.